



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

### Déclaration liminaire au CDEN du 4 juillet 2025

Difficile de commencer ce Conseil Départemental autrement qu'en ayant un regard sur la situation climatique que nous avons vécu cette semaine. Les conditions d'apprentissage des élèves comme les conditions de travail de tous les personnels travaillant dans les écoles ne sont pas bonnes ni même acceptables. Le réchauffement climatique est bien une réalité, nous ne pouvons que le constater. Les nécessaires politiques, à tous les niveaux allant du local jusqu'au mondial, doivent être mises en œuvre sans plus attendre.

Au plan local, des progrès sont à faire dans l'anticipation de tels épisodes. Communiquer en fin de weekend nous a rappelé la gestion erratique de l'époque "covid", mettant souvent dans la difficulté les équipes sur le terrain.

S'agissant du bâti, des plans doivent être décidés au plus vite afin de permettre à l'école de ne pas connaître d'interruption parce que dangereuses pour la santé des élèves comme des personnels. Le chiffre de 40 milliards d'euros nécessaires pour réaliser les travaux nécessaires a déjà été annoncé comme pour mieux expliquer l'impossibilité d'un tel projet. Il est pourtant nécessaire d'agir.

N'avoir pour autre proposition de solution que le renvoi des élèves dans un ailleurs, chez eux, est un aveu d'incapacité à pouvoir résoudre le problème. Otez moi de la vue ce que je ne saurais voir ! C'est malheureusement la seule réponse qu'ont pu apporter des mairies. Au lieu de se désengager, l'Etat devrait être partie prenante dans les nécessaires travaux à effectuer.

Difficile de passer sous silence les difficultés croissantes auxquelles les enseignant.es et les AESH sont de plus en plus systématiquement confrontés s'agissant de la gestion des élèves à trouble des conduites et du comportement (TCC). Des moyens pour apporter des solutions pratiques et concrètes sont nécessaires. La formation continue des [enseignant.es](https://www.enseignant.es) doit être développée mais elle ne peut seule être efficace. Des personnels spécialisés doivent aussi pouvoir intervenir. Pour ce faire, les RASED font partie des solutions à mettre en place. Les effectifs dans les classes doivent être revus à la baisse, les enseignants doivent pouvoir être remplacés en tant que de besoins. La scolarisation de certains enfants ne peut pas forcément se faire à hauteur de 24 heures par semaine ou à la journée entière.

Difficile de ne pas aborder la question des moyens qui est pourtant centrale. A ce titre, le groupe de travail sur le remplacement qui s'est tenu le 16 juin dernier n'a pas pu répondre aux attentes de la profession. Si l'utilisation d'un nouveau logiciel pourra faciliter le travail des deux personnes chargées de la gestion du remplacement sur tout le département, il aura beaucoup plus de mal à pallier le manque de collègues affectés à la brigade. Afin de permettre une bonne gestion du remplacement, hors celui nécessaire à la formation continue, il manque peu ou prou 25 postes. Afin de rendre le mieux efficient possible le système, il conviendrait qu'aucune brigade ne soit affectée sur des missions de TRS.

Les moyens sont largement insuffisants pour réussir l'inclusion. Les AESH attendent toujours d'être reconnus comme elles et ils le devraient. Les RASED sont toujours en attente de reconstruction. Des ouvertures de classes pourtant nécessaires ne peuvent se faire.

Difficile de ne pas être très inquiet du devenir de l'école dans un budget dont la finalité est d'économiser 40 milliards.

D'autres logiques budgétaires doivent être poursuivies afin de pouvoir répondre à toutes les exigences que doivent imposer une Société soucieuse du bien de toutes et tous.